

Les défis de la coopération internationale

De l'export de structures au transfert de savoir

Par **Lorenzo Bonoli**

Ces dernières années, les initiatives de coopération internationale dans le domaine de la formation professionnelle se sont multipliées. Cependant, les évaluations de ces initiatives montrent des résultats mitigés, leur durabilité étant souvent limitée. Le secteur re-pense son action en profondeur.

Les initiatives de coopération internationale dans le domaine de la formation professionnelle (CIFP) doivent surmonter de nombreuses difficultés, qui vont de questions socio-économiques à des aspects financiers.

Ces initiatives se heurtent en effet à des difficultés au niveau des structures économiques et sociales des pays partenaires : une économie souvent informelle, un soutien souvent hésitant des acteurs sur place, l'absence d'organisations professionnelles qui puissent devenir de véritables interlocutrices, ou encore des conceptions différentes de la formation professionnelle. Sans oublier les problèmes de financement, souvent sur des périodes trop courtes pour obtenir des résultats concrets.

Une profonde remise en question

Malgré ces difficultés, il serait cependant faux de penser que le domaine de la CIFP ne fait pas des pas en avant, au contraire. Ces dernières années, la réflexion sur les modalités de mise en œuvre des projets a permis de mieux analyser leurs différentes étapes, d'identifier plus précisément les éléments potentiellement problématiques et de réagir en conséquence.

Cela a conduit à une attention accrue au contexte du pays partenaire. Depuis quelques années, les projets démarrent sur la base d'une analyse approfondie de la situation socio-économique du pays partenaire et des besoins en formation effectifs. Cette prise en considération du contexte se reflète également dans l'importance accordée à l'adaptation des modèles utilisés aux réalités et aux besoins des pays partenaires. C'est dans cette optique que les expert-e-s du secteur ont renoncé à parler d'« export » d'un modèle, comme il est clairement affirmé dans le Rapport du Conseil Fédéral de 2017 en réponse au postulat Hêche.

Vers le transfert de savoir

Sur la même lancée, plus qu'exporter les « structures », les projets récents privilégient le « transfert de savoir » pour que les acteurs sur place puissent prendre en main eux-mêmes les formes nécessaires. Ce changement de paradigme est particulièrement important dans la mesure où il vise à améliorer la durabilité des projets : s'il est

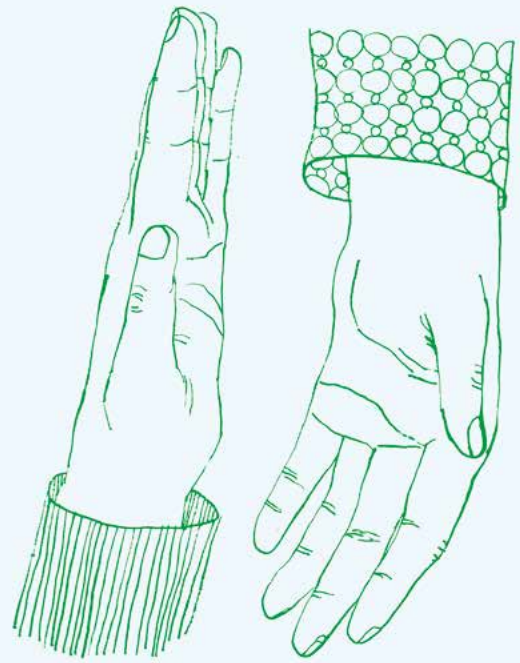
transféré dans le pays partenaire, le savoir va rester en place même après la fin du projet. Dans la même perspective, les programmes actuels visent de plus en plus à stimuler la collaboration des acteurs sur place, une col-

S'il est transféré dans le pays partenaire, le savoir va rester en place même après la fin du projet.

laboration qui va du développement de partenariats au co-financement, là aussi avec l'idée que les acteurs, les partenariats et les financements sur place soient prêts à reprendre les activités une fois le projet terminé.

- Lorenzo Bonoli, senior researcher dans le champ de recherche « Conditions institutionnelles de la formation professionnelle » et responsable de la filière MSc en formation professionnelle, HEFP

transmission



↑ Illustration de **Fanny Gyorgy**, en 1^{re} année à l'École supérieure de bande dessinée et d'illustration à Genève